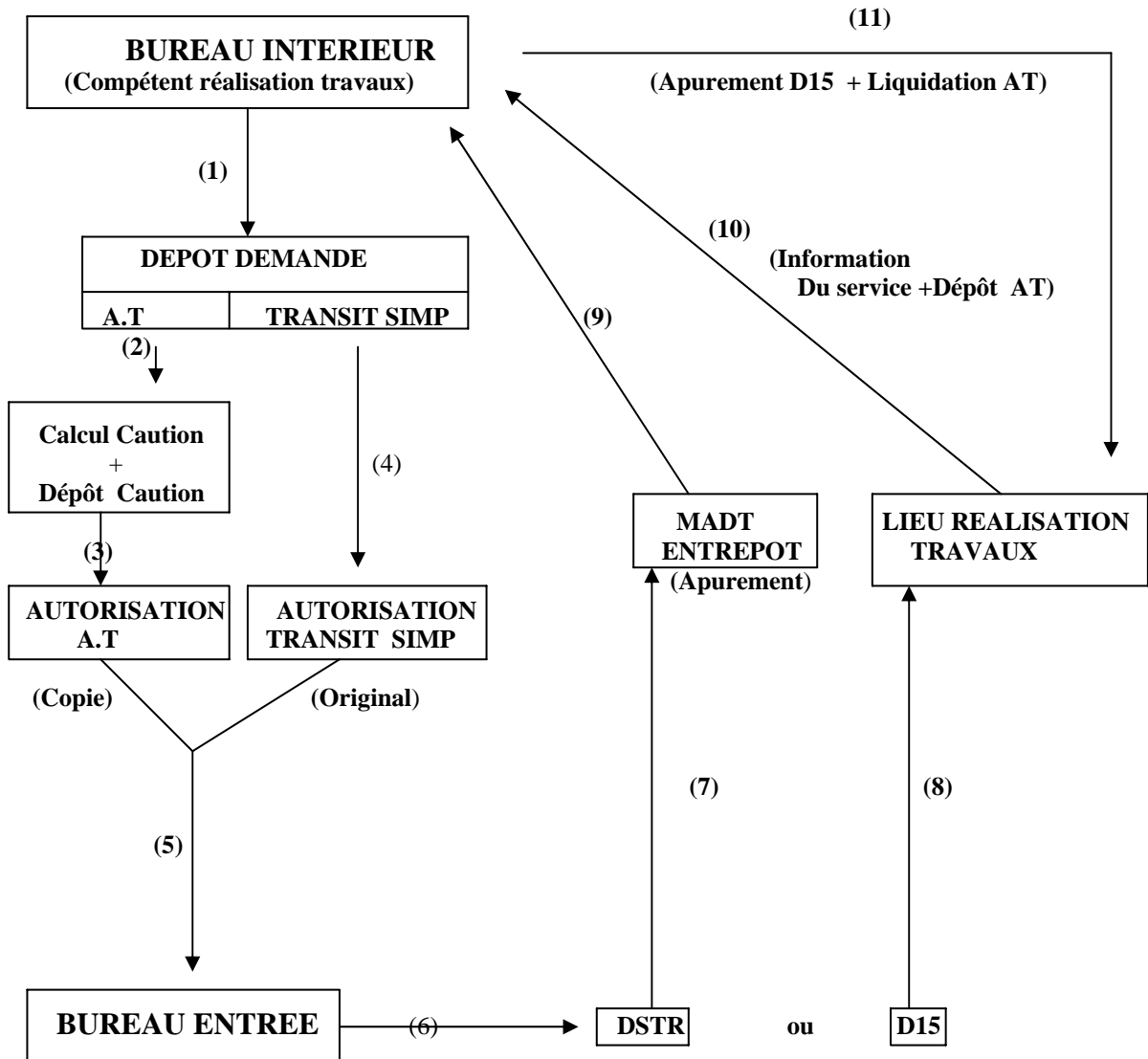


SCHEMA D'OPERATION D'ADMISSION TEMPORAIRE



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

N° : 157 /DGD/CAB/D130

25 NOVEMBRE 2006

CIRCULAIRE

Régissant le Régime Douanier de l'admission temporaire de matériels destinés à des travaux et prestations

REFER :

- Code des douanes - articles 174 à 185. et 117 à 123
- Articles 135 à 138 de la loi de finances 1996 relatifs à l'admission temporaire sous forme de crédit-Bail
- Ordonnance 96.09 du 10.1.1996 relative au Crédit-Bail ou Leasing
- Loi n°05.07 du 28.4.2005 relative aux activités pétrolières
- Article 109 de la loi de finances 1987 modifié et complété relatif aux conditions de dédouanement des Dons
- Arrêté interministériel du 22.11.1994 portant liste des associations agréées
- Instruction ministérielle n°1098/MDB du 14.12.93 modifiant et complétant l'instruction n°235/MDB du 30.3.93 relatives aux conditions de cessions des matériels importés en admission temporaire
- Décision n°11/DGD du 3.2.99 relative à l'application de l'article 119 du Code des Douanes
- Décision n°88/DGD/CAB/D130 du 22.11.94 relative aux conditions de transfert de matériels sur un nouveau contrat du même importateur
- Circulaire n°3453/DGD/CAB/D130 DU 15.12.93 relative aux modalités de gestion et de suivi des acquits à caution des régimes économiques
- NOTE N°276/DGD/D130 du 2.3.1997 relative à la mise en place de services de gestion des acquits à caution
- Circulaire n°9/DGD/CAB/D133 du 19.2.2000 relative aux cautions
- Circulaire n°71/DGD/CAB/D130 du 19.9.90 relative aux modalités de dédouanement des dons
- Circulaire n° 5/DGD/CAB/D400 du 25.1.97 relative à l'admission temporaire de matériels pour travaux et prestations dans le cadre des activités liées aux hydrocarbures
- Note n°861/DGD/D133 du 3/5/2006 relative aux groupements d'entreprises

PJ : 10 ANNEXES

La nécessité d'actualiser la circulaire n° 22/DGD/133 du 15.02.1995 régissant le régime de l'admission temporaire de matériels destinés aux travaux et prestations, s'est imposée en raison de l'intervention de nombreux lois et règlements (code des douanes de 1998 et lois de finances notamment) ainsi que de directives internes, intéressant le régime de l'admission temporaire pour emploi en l'état. Aussi convient-il donc d'intégrer les dispositions concernées dans une nouvelle circulaire d'application.

Il est apparu également nécessaire de prévoir une procédure d'acheminement des matériels devant être placés en admission temporaire, du bureau d'entrée vers le bureau territorialement compétent par rapport au lieu de leur utilisation, afin de permettre à l'importateur s'il le souhaite, de domicilier ses admissions temporaires dans ce dernier bureau.

CHAPITRE I

ADMISSION TEMPORAIRE DE MATERIELS

Le code des Douanes, en son article 181, prévoit la suspension partielle des droits et taxes pour les matériels admis temporairement et destinés à être employés en l'état pour :

- la production;
- l'exécution de travaux;
- le transport en trafic interne. Toutefois cette prestation de service est réservée pour les besoins exclusifs des travaux de réalisation de l'ouvrage objet du contrat.

Cette disposition est introduite dans le code des douanes pour :

- éviter aux entreprises nationales d'être concurrencées par des entreprises étrangères utilisant des matériels n'ayant pas supporté de droits et taxes.
- permettre la perception des droits et taxes en fonction des amortissements des matériels réalisés sur le territoire national.

Toutefois, les matériels importés en admission temporaire dans le cadre de la loi O5.07 du 28.4.2005 relative aux hydrocarbures demeurent également régis par les dispositions spécifiques de la circulaire n°05/DGD/D400 du 25.01.97.

Section 1 : Mise en oeuvre du régime.

Conformément à l'article 3 de l'Annexe « E » de la convention d'ISTAMBUL du 26.6.1990 à laquelle l'ALGÉRIE est adhérente (ratifiée par Décret n° 98.03 du 12.1.98), ne peuvent bénéficier des facilités du régime de l'admission temporaire avec suspension partielle des droits et taxes que les marchandises appartenant à une personne établie ou résidant en dehors du territoire d'admission temporaire. Cette personne doit en outre être titulaire d'un contrat de réalisation d'un ouvrage, conclu avec un partenaire de Droit Algérien, une société d'économie mixte ou un organisme étranger régulièrement établis sur le territoire national.

Les entreprises étrangères intégrées dans des groupements d'entreprises de droit algérien constitués conformément aux articles 796 et suivants du code commerce, peuvent également prétendre au bénéfice de ce régime aux conditions précisées par la note N° 861/DGD/D133 du 3.5.2006 et rappelées ci-après :

- Produire des documents justificatifs établissant leurs statuts juridiques au sein de ces groupements et la nature de leurs activités
- Les matériels à importer doivent correspondre à la nature de leurs activités et ne doivent être utilisés que par elles-mêmes.

Quant aux opérateurs économiques de droit algérien, ils peuvent bénéficier de l'admission temporaire sous forme de crédit-bail (ou leasing), conformément aux articles 135 à 138 de la loi de finances 1996, et à l'ordonnance 96.09 du 10.1.1996. relative au Crédit-Bail.

A / MATERIELS ADMISSIBLES.

Les matériels admissibles sont ceux repris sur le tableau des amortissements avec le taux de suspension annuel des droits et taxes correspondants (Annexe n°1)

Ce Tableau sera complété en tant que de besoin par l'Administration Centrale, sur requêtes formulées par les Directeurs Régionaux, et après saisine du département ministériel concerné pour l'obtention des taux d'amortissements applicables à chaque catégorie de matériels.

Les requêtes des directeurs régionaux seront exprimées lorsque des demandes d'Autorisations d'Admission Temporaire portent sur des matériels qui ne sont pas repris dans le tableau des taux d'amortissement. Les autorisations demandées seront dans ce cas accordées au taux d'amortissement supérieur en mentionnant comme réserves que les droits et taxes partiels résultant de ce taux doivent être consignés et non appliqués , dans l'attente de la diffusion par la Direction Générale des Douanes des nouveaux taux d'amortissement applicables. Le tableau des amortissements sera donc mis à jour au fur et à mesure de ces diffusions.

B / MATERIELS EXCLUS DU REGIME DE L'ADMISSION TEMPORAIRE.

Il s'agit de matériels comportant des risques prévisibles de non représentation, ou étant difficilement identifiables, ou encore se détériorant rapidement par l'usage .Cependant, au sens douanier, le contenu de cette notion de "consommable" est difficile à cerner dans une définition précise et complète de sorte que son appréciation est laissée aux Chefs des inspections divisionnaires ou Directeurs Régionaux des Douanes.

Ce type de matériel pourra être mis à la consommation dans les conditions réglementaires.

En matière de prohibitions, Les marchandises admissibles en admission temporaire obéissent à celles édictées par l'article 116 et 21 du code des douanes

La valeur "plancher" d'une marchandise devant bénéficier du régime de l'admission temporaire ne doit pas être inférieure à 50.000 DA.

Section 2 : Octroi du Régime

A - PRESENTATION DES DEMANDES.

Les demandes d'autorisation d'admission temporaire peuvent être déposées, même avant l'arrivée des matériels, auprès du Chef d'Inspection Divisionnaire dont dépend le bureau de destination des matériels

Les demandes doivent être déposées en quatre (04) exemplaires établies suivant modèle réglementaire (Annexe n°2), et ce pour chaque espèce tarifaire de matériels en précisant notamment la durée sollicitée.

Elles doivent en outre être accompagnées obligatoirement pour la première opération :

- d'une copie intégrale du contrat, domicilié le cas échéant.
- d'une attestation du maître de l'ouvrage précisant les références du contrat, l'objet et l'échéance des travaux ou de la prestation (selon le modèle en annexe n°4)

Les durées de validité des autorisations d'admission temporaire, ainsi que les personnes habilitées à signer les demandes, doivent obéir aux conditions ci-après (la Note n°612/DGD/D130 du 19.3.2006 est abrogée par la présente).

a) Durées de validité

La durée sollicitée sur la demande d'autorisation d'admission temporaire ne doit pas excéder la durée du contrat.

Des durées de trois mois peuvent être accordées au titre de délais de réexportation, de cessions autorisées par le service, de conclusions de nouveaux contrats, ou de transfert de matériels sur de nouveaux contrats.

b) Personnes habilitées à signer les demandes

Compte tenu des obligations des soumissionnaires vis-à-vis des lois et règlements régissant le régime de l'admission temporaire, il est nécessaire de préciser que les demandes d'autorisations d'admission temporaire ainsi que les demandes de prolongation de délais, doivent être signées par les importateurs eux-mêmes.

Le service doit toujours exiger en outre, que les demandes soient adressées sous couvert de lettres ou de bordereaux d'accompagnement comportant les en-têtes imprimées des entreprises demanderesse, et signées par des responsables dûment habilités.

B. DELIVRANCE DES AUTORISATIONS.

Après examen des demandes et du dossier joint à l'appui et lorsqu'une suite favorable leur est réservée, conformément aux conditions édictées par la présente, le Chef d'Inspection Divisionnaire accorde les autorisations tout en fixant le taux de suspension correspondant à la durée d'admission temporaire dont les délais commenceront à courir à compter de la date de souscription des acquits.

Pour certains matériels régis par une législation ou une réglementation spécifique (Formalités Administratives Particulières découlant des dispositions des articles 116 et 21 du code des Douanes) le service prendra soin de mentionner sur les autorisations d'admission temporaire la réserve de produire l'autorisation ou visa requis lors de l'assignation du régime douanier (ex : autorisation de la Direction des Transports pour les camions dont le PTC est égal ou supérieur à 6 Tonnes et les Véhicules de transport en commun, Visa du service de métrologie légale pour les instruments de mesure, etc...)

Lorsque la demande d'admission temporaire est déposée par le sous-traitant du co-contractant étranger, le service devra exiger:

- le contrat de sous-traitance,
- une attestation du maître de l'ouvrage par laquelle ce dernier agréé le sous-traitant pour effectuer des travaux ou prestations dans le cadre du contrat initial.

C . PROCEDURE D'ACHEMINEMENT DU BUREAU D'ENTREE VERS LE BUREAU TERRITORIALEMENT COMPETENT.

Lorsque le lieu d'utilisation des matériels relève de la compétence territoriale d'un bureau de douane autre que le bureau d'entrée, et si l'importateur souhaite domicilier ses admissions temporaires dans le bureau territorialement compétent par rapport au lieu d'implantation de son chantier d'utilisation, l'acheminement de ces matériels du bureau d'entrée vers l'autre bureau sera effectué sous le régime du transit routier simplifié (DSTR) et conformément à la circulaire n° 48/DGD/D.120 du 19/08/2000 relative au transit simplifié.

Il est rappelé que l'article 70 du code des douanes permet l'admission en MADT de marchandises à l'issue du régime du transit, en vue de l'assignation ultérieure d'un autre régime douanier aux conditions réglementaires, notamment l'admission temporaire.

Toutefois en vue de faciliter les formalités d'acheminement, en évitant notamment la double caution (au titre du transit et de l'Admission Temporaire) et la lenteur du transit ordinaire, il convient de mettre en œuvre sous certaines conditions précisées ci-après la procédure du transit simplifié par route.

Nonobstant les conditions spécifiques prévues par la circulaire précitée, la procédure du transit simplifié par route est étendue aux bénéficiaires du régime de l'Admission temporaire, sans restriction à caractère géographique et sans conditions de possession préalable d'un MADT ou d'un entrepôt privé agréé.

1) Conditions spécifiques pour l'octroi du transit simplifié par route :

L'importateur doit engager les formalités d'obtention des autorisations d'admission temporaire auprès de l'Inspection Divisionnaire compétente par rapport au lieu d'utilisation des matériels, de préférence avant l'arrivée des matériels au bureau d'entrée.

1.1 Obtention préalable d'autorisations d'A.T valables pour le bénéfice du Transit Simplifié par route

La procédure de la DSTR sera accordée par le bureau d'entrée sur présentation des autorisations d'admission temporaire obtenues (des exemplaires seront annexés au primata de la D.S.T.R, accompagnés des copies des agréments de caution correspondants).

En outre les autorisations d'Admission temporaires et les agréments de caution seront fixés par l'Inspection Divisionnaire émettrice dès leur délivrance, au bureau de douane d'entrée des matériels, afin de confirmer leur authenticité et faciliter ainsi l'octroi du Transit simplifié par route.

1.2- Cautionnement :

Pour éviter la souscription de deux cautions (transit et A.T) l'importateur sollicitera auprès du receveur du bureau de douane du lieu d'utilisation des matériels un agrément de caution à l'appui des autorisations d'admission temporaire obtenues (celles-ci étant suffisamment renseignées) avant dépôt des déclarations d'admission temporaire.

L'agrément de caution obtenu sera ainsi présenté en même temps que l'autorisation d'Admission Temporaire pour pouvoir bénéficier de la procédure de la D.S.T.R en dispense de caution.

2 - Acheminement du matériel :

Il se déroulera selon les règles relatives au régime du transit simplifié par route (cf. circulaire n°48 suscitée)

Les matériels devront être présentés à l'arrivée au bureau de destination. Si l'importateur est en possession d'un M.A.D.T privé agréé par le service des douanes, les matériels pourront y être conduits en attendant l'arrivée des agents de douane pour la vérification et les formalités d'entrée.

Dans le cas où le bureau de douane de destination ne possède pas d'aire de stationnement, et en l'absence de MADT agréé, le matériel sera conduit au site d'utilisation où les formalités de vérification seront valablement effectuées. A cet effet, l'importateur ou son mandataire dûment accrédité devra aviser le bureau de douane le plus proche dès l'arrivée des matériels à destination pour lui permettre de procéder immédiatement aux formalités de vérification et de reconnaissance avant l'assignation du régime de l'admission temporaire qui devra apurer le transit simplifié.

Section 3 : Assignation du régime.

A) SOUSCRIPTION DU REGIME.

La déclaration établie pour l'assignation du régime de l'admission temporaire est constituée par une déclaration en détail (acquit) obligatoirement cautionnée conformément aux articles 119 et 176 du code des douanes, et aux textes d'application suivants :

- Décision n°11/DGD/ du 3.2.1999 portant application de l'article 119 du code des douanes relatif aux cautions
- Circulaire n°9/DGD/CAB/D133 du 19.2.2000 relative aux cautions

Cette déclaration (ou acquit à caution) doit être déposée soit auprès du bureau des douanes d'entrée soit auprès du bureau territorialement compétent par rapport au lieu de réalisation de l'ouvrage accompagnée de :

-L'original de l'autorisation d'admission temporaire délivrée par le Chef d'Inspection Divisionnaire compétent.

- un engagement cautionné conforme au modèle annexé à la présente (Annexe n°5). Cet engagement spécifique aux admissions temporaires de matériels pour travaux et prestations, est exigible en sus de l'engagement général intégré dans la déclaration en détail. En outre il permet de bloquer la caution constituée même en cas de prorogation de régime car seule la main levée de caution délivrée par le receveur compétent peut la libérer.

- les documents exigibles en matière de déclaration en détail

- les autorisations ou visas découlant de législations ou réglementations spécifiques (F.A.P)

La déclaration d'admission temporaire (acquit à caution) doit être souscrite au nom de l'importateur des matériels.

Lorsque les matériels sont importés sous forme de crédit-bail ou leasing, l'acquit doit être souscrit au nom de l'utilisateur (ou crédit-preneur) à l'appui d'un contrat de crédit-bail ou leasing dûment établi.

A ce sujet, le service doit vérifier que le contrat de crédit-bail est conforme aux conditions de fond et de forme édictées par l'ordonnance 96.09 du 10.1.96 relative au crédit-bail qui précise notamment que le crédit-bailleur doit être obligatoirement une banque, un établissement financier ou une société de leasing dûment agréée en tant que telle.

B) OBLIGATIONS DE L'IMPORTATEUR EN COURS DE REGIME

Durant le séjour des matériels en admission temporaire, l'importateur est tenu :

- 1) de représenter les matériels en l'état sur les lieux d'utilisation, à toute réquisition du service des douanes;
- 2) d'utiliser les matériels exclusivement pour la ou les seules opérations autorisées par l'administration des douanes;
- 3) de ne pas céder, ni prêter à titre gracieux ou onéreux, ni louer, ni transporter hors des lieux des travaux autorisés, les matériels sans autorisation préalable de la Direction régionale territorialement compétente.

Section 4 : Prorogations du régime.

A / PROROGATIONS NORMALES

Pour bénéficier d'une prorogation du régime, l'importateur doit établir et déposer une demande selon modèle réglementaire (Annexe n°3) auprès de la Direction régionale qui a délivré l'autorisation d'admission temporaire initiale.

Cette demande doit être appuyée des documents ci-après:

- Attestation de poursuite de travaux délivrée par le maître de l'ouvrage selon modèle réglementaire (Annexe n°4) précisant la référence du contrat et la nouvelle durée des travaux ou de la prestation.
- Et une copie conforme intégrale de l'avenant au contrat initial. Si pour des raisons jugées valables par le service, l'avenant ne peut être produit immédiatement, une prorogation exceptionnelle de six mois, renouvelable une seule fois, et passible du paiement partiel de droits et taxes, peut être accordée à l'appui d'une attestation dûment motivée du maître de l'ouvrage, explicitant les raisons pour lesquelles l'avenant ne peut être fourni dans l'immédiat.
- Le cas échéant, toutes formalités administratives particulières exigibles par la réglementation en vigueur.

A la réception du dossier formalisé par l'importateur, le Directeur Régional compétent accorde la prorogation du régime en fixant un nouveau taux de

suspension des droits et taxes par référence à la nouvelle durée sollicitée et accordée, sous réserve toutefois d'apurement préalable de contentieux éventuellement relevés;

Le renouvellement de la caution pour la nouvelle durée accordée ne sera plus exigé car le nouveau modèle d'engagement cautionné (annexé N°5) précise bien que la caution ne sera libérée qu'après obtention par le soumissionnaire de la décharge des engagements souscrits et de la main levée de caution.

L'original de la décision de prorogation du régime sera annexée à la déclaration de perception partielle de droits et taxes pour asseoir le paiement de la fraction complémentaire des droits et taxes correspondants à la nouvelle durée accordée. Si la suspension est totale par suite du paiement intégral des droits et taxes dûs, la décision de prorogation de délai sera jointe à la fiche de suivi qui accompagne la déclaration initiale.

B / PROROGATIONS EXCEPTIONNELLES

Exceptionnellement et sur demande motivée des prorogations de régime peuvent être accordées pour une durée de trois (3) mois dans les trois cas ci-après, sans acquittement d'une fraction complémentaire de droits et taxes.

- pour les besoins de réexportation des matériels à la fin des travaux,
- la concrétisation de l'opération d'acquisition des matériels par les opérateurs économiques (cf. instruction n° 235/MDB/93 du 30.3.93 complétée par l'instruction n° 1098/MDB/93 du 14.12.93 de M. le Ministre Délégué au Budget régissant la cession des marchandises en admission temporaire).
- Enfin pour permettre la conclusion d'un nouveau contrat en cours de formalisation avec un opérateur économique et portant sur la réutilisation du matériel en admission temporaire.

Section 5 : Transfert de matériels.

Le Directeur Régional des douanes gestionnaire des Autorisations d'admission temporaire est compétent pour autoriser le transfert des matériels pour les besoins de réalisation d'un nouveau contrat conclu avec un autre opérateur économique ou organisme aux conditions ci-après précisées, et ce conformément à la décision n° 88/DGD/CAB/130 du 22.11.94 du Directeur Général des douanes.

Les matériels y compris les véhicules importés sous le régime de l'admission temporaire par les entreprises étrangères pour la réalisation de travaux ou prestations peuvent bénéficier à la fin des travaux, d'une prorogation des délais d'admission temporaire et d'une réutilisation dans le cadre de l'exécution du nouveau contrat.

La demande de transfert du matériel devra être adressée à la Direction régionale des douanes gestionnaire des acquits d'admission temporaire, accompagnée des documents ci-après :

- Un tableau reprenant dans ses rubriques les renseignements suivants :
 - ✓ Liste des matériels
 - ✓ Les numéros des déclarations d'admission temporaire correspondants
 - ✓ Les dates d'échéance des délais
 - ✓ Les montants des cautions correspondantes
 - ✓ Les montants des droits et taxes restant dûs
- Une attestation de fin de travaux délivrée par le maître de l'ouvrage
- Une copie du nouveau contrat
- Une attestation précisant la date de commencement des travaux ou prestations délivrée par le nouveau maître de l'ouvrage

Si les conditions réglementaires requises sont remplies, l'autorisation de transfert des matériels pour l'exécution du nouveau contrat sera accordée par le Directeur régional sous réserves que les contentieux éventuellement relevés relatifs aux matériels à transférer soient préalablement apurés.

Après accord de transfert notifié au demandeur, ce dernier devra procéder aux formalités de prorogation des acquits à concurrence de la durée de réalisation du nouveau contrat, selon la procédure sus indiquée (section 4).

Dans le cas où le nouveau projet à réaliser ne se situe pas dans la circonscription administrative de la Direction régionale qui a délivré les autorisations, celle-ci devra communiquer un double de chaque dossier complet qu'elle détient à la Direction régionale territorialement compétente. La remise des dossiers se fera par porteur avec bordereau d'envoi détaillé avec accusé de réception. Les contrôles des situations douanières des matériels transférés seront effectués par la Direction régionale territorialement compétente pour le compte de la Direction régionale émettrice des autorisations de transfert qui continuera à gérer la situation douanière de l'entreprise concernée jusqu'à apurement définitif de son dossier.

Section 6 : Cessions avec maintien du régime de l'Admission Temporaire

Les cessions de marchandises sous admission temporaire avec maintien du régime par l'acquéreur, sont subordonnées à l'autorisation préalable du Directeur régional dont dépend le bureau de souscription des acquits à caution, et ce aux conditions de l'article 179 du code des douanes.

Le vendeur doit formuler à cet effet une demande qui doit indiquer tous les renseignements d'identification et de localisation de l'acquéreur, et l'appuyer des documents justificatifs suivants :

- Liste des acquits souscrits et des matériels correspondants
- Une Copie certifiée conforme du contrat de travaux de l'acquéreur
- Une attestation de travaux délivrée par le maître de l'ouvrage à l'acquéreur (modèle en annexe 4)
- Autorisation d'utilisation de matériels usagés issus d'une admission temporaire délivrée par le maître de l'ouvrage à l'acquéreur
- Attestation de fin de travaux et de non opposition à la cession des matériels concernés, délivrée par le maître de l'ouvrage au vendeur

Après contrôle à priori de ce dossier, et sous réserves de la régularité de la situation douanière et des matériels concernés vis-à-vis du bureau de douane gestionnaire des acquits, la Direction régionale compétente délivre une autorisation globale de cession reprenant la liste des acquits à caution concernés.

Les demandes d'autorisations d'admissions temporaires seront par la suite formalisées sur imprimés réglementaires par l'acquéreur à l'appui d'un exemplaire de l'autorisation de cession sus-citée. Chaque demande sera accompagnée d'un exemplaire de cette autorisation sur laquelle sera souligné l'acquit correspondant.

Les autorisations seront alors accordées par le directeur régional, et les taux de suspension et la durée de validité seront fixés comme s'il s'agissait d'importations initiales.

Pour le placement sous le régime de l'admission temporaire des matériels cédés, l'acquéreur souscrira des acquits à caution d'admission temporaire réglementaires qui apureront les acquits du régime précédent, et ce en mode manuel (D18) en attendant que le système informatisé codifie et intègre ce type d'opérations. Chaque déclaration doit être appuyée des documents suivants :

- Un exemplaire original de l'autorisation d'admission temporaire accompagnée d'une copie de l'autorisation globale de cession
- Une copie de l'autorisation d'admission temporaire ou de la dernière prolongation de délai concernant le régime précédent
- Une copie authentifiée par le service de la déclaration d'admission temporaire précédente
- Une facture de vente
- Une autorisation de dispense de domiciliation bancaire
- Tous documents relatifs aux Formalités administratives particulières le cas échéant.

Pour le calcul de la fraction des droits et taxes exigibles, la loi tarifaire applicable est celle en vigueur à la date d'enregistrement des acquits à caution.

Par ailleurs concernant les véhicules soumis à immatriculation, le service exigera la production à posteriori de copies des cartes d'immatriculation obtenues par les acquéreurs après transfert de propriété. Ces documents seront annexés aux déclarations correspondantes pour compléter les dossiers de cessions d'une part, et s'assurer que les formalités de transfert ont bien été accomplies auprès de la wilaya territorialement compétente.

Section 7 : Apurement des acquits.

Pour le suivi et l'apurement des acquits, il y a lieu de se reporter à la circulaire n° 3453/DGD/CAB/100 du 15.12.1993 ayant pour objet la gestion des acquits à caution des régimes économiques. Il est nécessaire également de rappeler les dispositions de la note n°276/DGD/D130 du 2.3.1997 prescrivant notamment la mise en place d'inspections principales ou de services spécialisés (selon l'importance du volume de déclarations) dans la gestion des acquits à caution, et comportant des salles ou bureaux de préarchivage et la tenue de registres appropriés pour le suivi et l'apurement.

Avant expiration des délais accordés, les matériels admis temporairement doivent faire l'objet de l'assignation d'un régime douanier réglementaire (art.185 BIS du code des douanes) qui doit être préalablement autorisé par la Direction régionale gestionnaire des autorisations d'admission temporaire, sauf lorsqu'il s'agit de réexportation ;

A / REEXPORTATION.

1) L'enregistrement de la déclaration consacrant le régime de la réexportation totale ou partielle est subordonné au vu à quai sur lequel doivent être mentionnés la date, le cachet, les noms et signatures des agents écoreurs lorsque la réexportation a lieu par voie maritime, et par le bureau où ont été souscrits les acquits d'admission temporaire.

2) La réexportation par un bureau des douanes autre que le bureau de souscription des acquits est autorisée selon la procédure suivante:

- a) l'importateur devra présenter à l'appui de la déclaration de réexportation une copie de l'acquit à caution revêtu au verso du certificat de visite authentifié par le bureau de souscription.
- b) Une copie authentifiée par le service de l'autorisation d'admission temporaire et de la dernière autorisation de prolongation de régime le cas échéant
- c) Après réexportation et pour les besoins d'apurement des Autorisations et des acquits d'admission temporaire, et de main levée de caution, des copies des déclarations de réexportation (exemplaire banque revêtu au verso de la reconnaissance de l'inspecteur vérificateur) devront être transmises impérativement par le bureau de sortie, à la Direction régionale de laquelle dépend le bureau de souscription des acquits.

B / MISE A LA CONSOMMATION.

Outre la mise à la consommation prévue par l'article 185-bis du code des douanes, l'instruction n° 235/MDB/93 du 30.03.1993 complétée par l'instruction n° 1098/MDB/93 du 14.12.1993 du Ministre Délégué au Budget organise une procédure permettant à certains opérateurs ou organismes intéressés d'acquérir à titre onéreux ou gracieux à la fin des travaux ou de la prestation, les moyens matériels admis temporairement, sous réserve du respect des conditions de prohibitions en vigueur.

1) Cession onéreuse.

Pour les cessions à titre onéreux, avec ou sans transfert de fonds, le propriétaire et l'acquéreur devront formuler une demande collective signée par les deux parties, et obtenir une autorisation préalable de la Direction régionale gestionnaire des autorisations d'admission temporaire.

La mise à la consommation par l'acquéreur est subordonnée:

- au paiement des droits et taxes dûs ou restant dûs sur la base de la valeur déclarée à l'entrée des matériels
- à la production d'une facture consacrant la mutation de propriété, et indiquant le prix de cession devant éventuellement être transféré (cadre financier de la déclaration à servir à cet effet).

2) Cession gracieuse.

Les cessions à titre gracieux de matériels au profit d'opérateurs économiques sont désormais régies par les dispositions des instructions n° 235 et 1098/MDB/93 des 30/03 et 14.12.1993 du Ministre Délégué au Budget. Quant aux dons ils sont régis par les dispositions suivantes :

- article 109 de la loi de finances 1987 modifié et complété
- Arrêté interministériel du 22.11.94 portant liste des associations agréées
- Circulaire n°71/DGD/CAB/D130 du 19.9.99 relative aux modalités de dédouanement des dons

Après apurement des contentieux éventuels, la mise à la consommation est autorisée en dispense des formalités du commerce extérieur et des changes et selon le cas avec paiement des droits et taxes dûs ou restant dûs, ou en exonération des droits et taxes.

L'opérateur économique devra présenter une facture concernant la mutation de propriété à titre gratuit ou une attestation de dons ainsi qu'une attestation d'inscription des matériels considérés sur sa comptabilité matière.

3) Dédouanement à l'état d'épave.

Les matériels détruits ou irrémédiablement perdus par suite d'accident ou de force majeure résultant d'un fait imprévisible et insurmontable sont admis à la consommation en l'état après constatation et fixation de la valeur devant servir d'assiette fiscale sur la base d'un rapport d'un expert agréé et des vérifications d'usage du service.

En cas de vol dûment établi et, après la production d'un procès-verbal de recherches infructueuses (Police - Gendarmerie) le service est autorisé à accepter l'apurement des acquits après mise à la consommation avec paiement des droits et taxes.

Par contre, pour les dégradations de matériels et incendies résultant d'actes volontaires établis, le dédouanement sera refusé et la réexportation demeure obligatoire indépendamment des sanctions prévues par le code des douanes pour non représentation de marchandises en l'état.

C/ ABANDON AU PROFIT DU TRESOR.

Les matériels en admission temporaire peuvent être abandonnés par leur propriétaire, sans frais, au profit du trésor sous réserve de mise à disposition ou de remise effective au receveur des douanes compétent.

Avant toute acceptation, le service devra statuer sur l'opportunité de l'abandon eu égard à l'état des matériels et de leur destination (vente aux enchères publiques).

D / MISE A LA CONSOMMATION DE MATERIELS EN ADMISSION TEMPORAIRE POUR LE PROPRE COMPTE DE L'ENTREPRISE ETRANGERE.

Les matériels importés en admission temporaire par les entreprises étrangères dans le cadre de la réalisation de travaux ou prestations ne peuvent faire l'objet d'une mise à la consommation pour propre compte.

Pour bénéficier de la mise à la consommation, l'entreprise étrangère doit opter au préalable pour un statut de droit Algérien avec inscription au registre de commerce et ce, même dans le cadre d'un partenariat (cf. décret n° 91.37 du 13.02.1991 relatif aux conditions d'intervention en matière de commerce extérieur).

CHAPITRE II

ADMISSION TEMPORAIRE DE VOITURES AUTOMOBILES

PARTICULIERES (SERIE 88)

Les voitures automobiles particulières (P.T. N° 87.03) importées par les opérateurs étrangers et leurs employés (de nationalité étrangère et nationaux non-résidents) dans le cadre de la réalisation d'un contrat de travaux ou de prestations conclu avec les partenaires visés au chapitre I, sont admis temporairement en suspension des droits et taxes et dispense de caution

Section 1 : Procédure d'octroi du régime

Pour bénéficier du régime de l'admission temporaire pour leurs véhicules et ceux de leurs employés, les opérateurs étrangers doivent solliciter un accord global préalable auprès du Directeur Régional territorialement par rapport au lieu de réalisation de l'ouvrage.

Ces demandes doivent être accompagnées de dossiers comprenant:

- 1) Véhicules "série 88" appartenant à la société:
 - une fiche de renseignements conforme au modèle joint en annexe 10.
 - une attestation du maître de l'ouvrage mentionnant l'objet, la référence et la durée du contrat conclu ainsi que le lieu de réalisation des travaux.(Annexe 4)
- 2) Véhicules "Série 88" appartenant au personnel de la société:
 - Liste du personnel étranger établie par l'employeur, visée par le maître de l'ouvrage et complétée des pièces exigées pour les véhicules de la série 88 appartenant à la société.

Après examen des dossiers et lorsqu'une suite favorable leur est réservée, un accord global "série 88" véhicules appartenant à la société et un accord global "série 88" véhicules appartenant au personnel de la société, selon modèles réglementaires (annexes 6 et 7) sont notifiés au demandeur par le Directeur Régional des douanes auprès duquel les demandes ont été déposées.

Cependant, en attendant l'accomplissement des formalités exigées, les véhicules automobiles sont placés, à l'entrée du territoire douanier, provisoirement sous le régime touristique pour une durée maximale de six (6.) mois au terme de laquelle, doit être assigné le régime de l'admission temporaire.

Section 2 : Assignation du régime.

Les dossiers à formaliser au niveau du bureau des douanes pour l'obtention des décisions individualisant les véhicules sont constituées des documents suivants:

- demandes d'importation temporaire (en 4 exemplaires) conformes aux modèles réglementaires (Annexes 8 et 9)
- copie de la carte d'immatriculation étrangère du véhicule ou du document en tenant lieu,
- copie du titre de passage en douane, (titre touristique)
- attestation délivrée par l'employeur visée par le maître de l'ouvrage et précisant la durée du contrat de travail sur le territoire national (uniquement pour les véhicules appartenant au personnel de la société).

Après réception des dossiers le service délivrera les décisions individualisées aux demandeurs en fixant la durée d'admission temporaire.

1/ Véhicules appartenant à la société:

- Durée sollicitée ou à concurrence des délais de réalisation du contrat comme spécifié sur l'attestation du maître de l'ouvrage.

2/ Véhicules appartenant au personnel de la société:

- Durée résultant de l'attestation d'emploi :

Lors de l'assignation du régime, l'original de la décision individualisée revêtue de la caution morale de l'employeur devra être annexé à la déclaration.

Afin de permettre aux services de la wilaya de procéder à l'immatriculation des véhicules dans leur série respective, le bureau des douanes ayant procédé au dédouanement doit remettre au déclarant un exemplaire de la déclaration après avoir servi les rubriques contenues au verso.

Il doit également délivrer un acquit modèle A.1 qui doit servir au contrôle de la situation douanière du véhicule, et à ses annotations en cas de prorogations de délais de validité accordées par décisions du Directeur régional.

Section 3 : Prorogation du régime.

Les prorogations du régime de l'importation temporaire sollicitées par demandes manuscrites de l'importateur, sont accordées pour une durée déterminée, sur production:

a) Véhicules appartenant à la société:

D'une attestation de poursuite des travaux délivrée par le maître de l'ouvrage et reprenant la nouvelle échéance des délais de réalisation,

d'une copie intégrale d'un avenant au contrat initial ou d'une copie intégrale du nouveau contrat conclu par l'opérateur étranger et devant entraîner l'affectation des véhicules pour les besoins de sa réalisation.

b) Véhicules appartenant au personnel de la société:

- d'une attestation d'emploi délivrée par l'employeur, visée par le maître de l'ouvrage et précisant la durée de reconduction de contrat de travaux.

La concrétisation de ces prorogations demeure subordonnée à l'apurement préalable d'éventuels contentieux.

Section 4 : Apurement du régime.

Les véhicules admis temporairement sont frappés d'une inaccessibilité permanente.

En conséquence, avant échéance des délais accordés, ils doivent être conformément à l'article 185 bis du code des douanes, soit :

- Réexportés,
- Mis à la consommation aux conditions réglementaires.
- Abandonnés au profit du Trésor public sous réserve qu'ils soient en bon état de fonctionnement et susceptibles d'être aliénés aux enchères publiques.
- ou dédouanés à l'état d'épave lorsqu'ils sont devenus inutilisables par suite d'accident dûment établi (PV de police ou de Gendarmerie, ou d'Expert de l'assurance, et déclaration d'accident visée par la compagnie d'assurance) en l'absence de dégâts corporels ou d'accidents ayant entraînés ou occasionnés des dommages ou avaries résultant d'un cas de force majeure prouvé et établi par un expert agréé auprès des tribunaux.

Le service conserve dans ces cas la latitude de contrôler à posteriori les faits justificatifs invoqués.

Il demeure entendu, toutefois, que les destructions même sous contrôle du service, ne doivent pas être autorisées, sauf par les soins d'organismes spécialisés en la matière et dûment agréés pour délivrer des P.V de destruction.

La communication de l'information relative à l'octroi du régime et aux éventuels transferts pour les besoins de réalisation d'un nouveau contrat devra être contenu dans la fiche réglementaire prévue à cet effet.

La présente circulaire abroge et remplace la circulaire n°22/DGD/D133 du 15/2/1995.

Messieurs les Directeurs Régionaux des Douanes voudront bien veiller à une large diffusion et à une stricte application des présentes instructions et à rendre compte sous le présent timbre des difficultés éventuellement rencontrées.

LE DIRECTEUR GENERAL DES DOUANES

LISTE ET NUMEROS DES ANNEXES CI-JOINTES



ADMISSION TEMPORAIRE DE MATERIELS :

- Tableau des Amortissements N°1)
- Demande d'Admission temporaire (N°2)
- Demande de Prorogation de Régime (N°3)
- Attestation de poursuite de travaux (N°4)
- Engagement cautionné (N°5)



ADMISSION TEMPORAIRE DE VEHICULES (P.T 87.03)

- Accord global (série 88) pour les véhicules appartenant à la société (N°6)
- Accord global (série 88) pour les véhicules appartenant au personnel de la société (N°7)
- Demande individualisée (série 88) pour les véhicules appartenant à la société (N°8)
- Demande individualisée (série 88) pour les véhicules appartenant au personnel de la société (N°9)
- Fiche de renseignements (N°10)

A N N E X E 1

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS DE MATERIELS EN ADMISSION TEMPORAIRE

N° DU TARIF SYSTEME HARMONISE	TAUX D'AMORTISSEMENT	N° DU TARIF SYSTEME HARMOINISE	TAUX D'AMORTISSEMENT
39.25	66	84.26	75
40.09	66	84.27	75
40.16	66	84.28	75
68.11	66	84.29	75
73.01	66	84.30	75
73.02	66	84.38	66
73.03	66	84.56	66
73.06	66	84.57	66
73.07	66	84.58	66
73.08	66	84.59	66
73.09	66	84.60	66
73.10	66	84.61	75
73.11	66	84.62	75
73.12	66	84.63	66
73.25	66	84.64	66
73.26	66	84.65	66
76.16	66	84.67	66
82.05	66	84.68	66
82.07	66	84.69	75
83.01	66	84.70	75
84.02	84	84.71	75
84.05	66	84.72	66
84.07	66	84.74	75
83.01	75	84.79	75
84.02	75	84.80	75
84.05	66	84.81	66
84.07	75	84.83	75
84.08	75	85.01	75
84.10	75	85.02	75
84.12	66	85.04	75
84.14	66	85.05	75
84.15	66	85.08	66
84.16	66	85.14	75
84.17	66	85.15	66
84.18	66	85.17	66
84.19	66	85.25	66
84.20	75	85.30	66

84.21	75	85.31	66
84.22	66	85.35	66
84.23	75	85.36	66
84.24	75	90.08	66
84.25	66	90.09	66
85.37	84	90.11	66
85.43	84	90.12	66
86.01	84	90.13	66
86.02	84	90.15	66
86.03	84	90.16	66
86.04	84	90.19	66
86.05	84	90.20	66
86.09	75	90.22	66
87.01	75	90.24	66
87.02	75	90.25	66
87.04	75	90.26	66
87.05	84	90.27	66
87.09	84	90.30	66
87.16	75	90.31	66
88.02	84	90.32	66
89.01	84	91.06	66
89.04	66	94.03	84
89.05	66	94.06	84
90.06	66		
90.07	66		

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES
DE

ANNEXE 2

**DEMANDE D'ADMISSION TEMPORAIRE DE
MATERIELS DESTINES A ETRE EMPLOYES EN L'ETAT (1)**

- 1) Nom , raison sociale et adresse du demandeur :
- 2) Référence du contrat :
- 3) Objet du contrat :
- 4) Durée contractuelle :
- 5) Lieu d'exécution :
- 6) Nature des matériels (dénomination commerciale technique).

a/ numéro du tarif douanier (8 chiffres) :

b/ quantité :

c/ origine :

d/ valeur (FOB en Dinars) :

- 7) Etat des matériels (à préciser neuf ou en cours d'usage) :
- 8) Bureau des douanes de réexportation (à titre indicatif) :
- 9) Délai d'admission temporaire sollicité.

A.....,

le.....

(Nom, prénom, cachet et signature).

DECISION DU SERVICE DES DOUANES	RESERVES EVENTUELLES
N° /DGD/DR/IDD, le..... Admission temporaire autorisée aux conditions réglementaires en suspension de% des droits et taxes pour une durée de (2).....	
Le Directeur Régional	

- 1) Demande à établir en 4 exemplaires, accompagnée d'une facture commerciale. 2) La durée accordée prend effet à compter de la date de souscription de l'acquit code (18)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**MINISTERE DES FINANCES
ANNEXE 3
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES
DE.....**

DEMANDE DE PROROGATION D'ADMISSION TEMPORAIRE (1)

- 1) **Motifs de la demande (2)**
- 2) **Nom , Raison sociale et adresse du demandeur :**
- 3) **Références du contrat :**
 - a/ **initial :**
 - b/ **avenant :**
 - c/ **nouveau contrat .**

- 4) **Objet du contrat :**
- 5) **Lieu d'exécution :**
- 6) **Durée (contractuelle ou sollicitée) :**
- 7) **acquit souscrit :**

- a/ **n°date.....échéance :**
- b/ **numéro du tarif douanier (8 chiffre) :**
- c/ **quantité :**
- d/ **valeur :**
- e/ **taux de suspension de l'acquit :**
- f) **montant de la caution ou consignation :**

8/ Etat des matériels au moment de l'importation (neuf ou en cours d'usage (3)

9/ Bureau des douanes de réexportation :

A.....,le

.....

(Nom ,prénom , signature et cachet)

1/Demande à établir en 4 exemplaires.

2/Préciser selon le cas : transfert, continuation des travaux, besoins de réexportation etc...

3/ A servir en cas de transfert de matériels uniquement.

4) La Durée accordée prend effet à compter de la date de souscription de l'acquit code (18)

A T T E S T A T I O N D E T R A V A U X

La présente attestation est délivrée au maître d'œuvre (1) pour permettre la prorogation d'échéance des acquits d'admission temporaire souscrits auprès des services des douanes, afférents aux matériels importés dans le cadre de la réalisation du contrat ci-après :

- Référence du contrat :
- Objet du contrat :
- Lieu d'exécution des travaux ou prestations :
- Nouvelle échéance des travaux :

Le Maître de l'Ouvrage

(2).

-
- 1) Identification du maître d'œuvre.
 - 2) Nom, prénom, signature de la personne dûment habilitée , date, cachet officiel d'authentification

DIRECTION REGIONALE DE :
INSPECTION DIVISIONNAIRE :
DES DOUANE DE :
BUREAU DE :
N° :

ANNEXE N° 05

ENGAGEMENT CAUTIONNE (1)

Je soussigné (Nom – Raison Sociale et Adresse)
.....
.....bénéficiaire de l'autorisation d'admission temporaire de matériels pour travaux et prestations n° : du délivrée par la direction régionale des douanes de : et signataire de la déclaration en détail d'admission temporaire n° : du : souscrite au bureau de douane de : m'engage sous les peines de droit à me conformer aux lois et règlements douaniers régissant le régime de l'admission temporaire, en l'occurrence les articles 174 à 185 bis et 117 à 123 du Code des Douanes ainsi que les textes relatifs à leur application.

Je m'engage notamment à ne pas effectuer les opérations ci-dessous énumérées qui sont interdites par les articles 178 et 179 du code des douanes, sans l'autorisation préalable du service des douanes qui m'a délivré l'autorisation d'admission temporaire :

- céder, prêter, louer ou utiliser, moyennant rétribution les matériels admis temporairement ;
- les transporter hors des lieux de réalisation des travaux autorisés ;
- les utiliser à d'autres fins que celles pour lesquelles l'admission temporaire a été autorisée.

D'autre part, je m'engage à représenter en l'état les dits matériels à toute réquisition du service des douanes et à assigner un régime douanier autorisé à l'expiration des délais accordés.

Toute infraction de ma part m'exposerait conjointement et solidairement avec ma caution ci-dessous signataire conjointe, aux dispositions répressives du code des douanes applicable en la matière.

En outre, je ne pourrai récupérer la caution constituée en garantie de cet engagement qu'après avoir obtenu du service des douanes décharge des engagements souscrits et main-levée de caution.

(1) modèle réservé aux admissions temporaires pour travaux et prestations et s'ajoutant à L'engagement intégré à la déclaration.

Fait à le
.....

LA CAUTION SOLIDAIRE

LE SOUMISSIONNAIRE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

ANNEXE 6

**MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES
De.....**

DESTINATAIRE :

N°/DR/IDD

**Objet : Accord global pour l'admission temporaire de véhicules (série 88)
appartenant
à la société.**

Référ :

P.JTE : Modèle de demande

Par correspondance citée en référence, vous avez sollicité une admission temporaire pour des véhicules particuliers appartenant à votre entreprise aux fins de réalisation du contrat conclu et ayant pour objet :

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire part de mon accord global n°.....portant autorisation d'admission temporaire de véhicules assortie d'une échéance de réexportation fixée au :

Pour les autorisations d'admission temporaire relatives à chaque véhicule nécessaires à la souscription du régime douanier, il conviendra de me faire parvenir au préalable :

-une demande d'importation temporaire (en 4 exemplaires) conformément au modèle joint à la présente ;

- une photocopie de la carte d'immatriculation étrangère des véhicules ou de document en tenant lieu ;**
- une photocopie du titre de passage en douane ou de l'avis d'arrivée de la compagnie de transport ;**
- une facture pour les véhicules neufs.**

Veillez agréer, Messieurs , l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Régional

RE PUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
ANNEXE 7
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES
DE**

**Objet : Accord global pour l'admission temporaire de véhicules (série 88)
appartenant
au personnel de la société.
P.JTE : Un Modèle de demande**

Par correspondance citée en référence, vous avez sollicité une admission temporaire pour des véhicules automobiles particuliers appartenant au personnel de votre société.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire part de mon accord global n°.....portant autorisation d'admission temporaire de véhicules .

Pour les autorisations d'admission temporaire relatives à chaque véhicule, nécessaires à la souscription du régime douanier au profit de vos employés, il conviendra de me faire parvenir au préalable :

- une demande d'importation temporaire (en 4 exemplaires) conformément au modèle joint à la présente ;
- une photocopie de la carte d'immatriculation étrangère du véhicule ou du document en tenant lieu ;
- une photocopie du titre de passage en douane ou de l'avis d'arrivée de la compagnie de transport .
- une attestation d'emploi délivrée par l'employeur visée par de maître de l'ouvrage et précisant la durée du contrat de travail sur le territoire national .

Veillez agréer, Messieurs , l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Régional

RE PUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
ANNEXE 8
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES
DE.....

DEMANDE D'ADMISSION TEMPORAIRE DE VEHICULES
AUTOMOBILES PARTICULIERS (SERIE 88) APPARTENANT A LA
SOCIETE.

Bureau de Douanes d'entrée.....Bureau de réexportation.....
Raison sociale :.....
Adresse en Algérie :.....
Titulaire de l'accord global préalable n°.....DR/IDD.....
Sollicite l'admission temporaire du véhicule ci-après pour une durée de :.....
Marque.....Type.....Puissance.....
N° immatriculation.....Dans la Série du type.....
Valeur CAF en DA.....

le.....
prénoms)

A..... ,
(Date , cachet, signature, nom et

DECISION DU SERVICE DES DOUANES	RESERVE (VOIR CHAPITRE PROROGATION)
N°DGD/DR/IDD,le Admission temporaire autorisée aux conditions réglementaires en suspension de% des droits et taxes pour une durée de	
Le Directeur Régional	

- 1) Date d'établissement du titre de passage en douane.
- 2) date d'échéance de l'attestation de travail .

RE PUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**MINISTRE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
ANNEXE 9
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES
De**

**DEMANDE D'ADMISSION TEMPORAIRE DE VEHICULES
AUTOMOBILES PARTICULIERS (SERIE 88)
APPARTENANT AU PERSONNEL DE LA SOCIETE .**

Bureau des Douanes d'entrée.....Bureau de Réexportation :.....

**Je soussigné :.....
Adresse en
Algérie :.....
Bénéficiaire de l'accord global n°
.....**

**Sollicite l'admission temporaire du véhicule décrit ci-dessous pour une durée
de :.....Marque :.....Type.....Puissance...
.....
N° immatriculation.....Dans la série du
type.....
Valeur caf en DA.....**

Bon pour caution morale et solidaire

Lu et approuvé,

**L'employeur,
(Date , cachet , signature , nom et prénom)**

A....., Le

(Date , cachet , signature , nom et prénom)

DECISION DU SERVICE DES DOUANES	RESERVE (VOIR CHAPITRE PROROGATION)
N°.....DGD/DR/IDD,le Admission temporaire autorisée aux conditions réglementaires en suspension de% des droits et taxes pour une durée de	
Le Directeur Régional	

- 3) Date d'établissement du titre de passage en douane.
4) date d'échéance de l'attestation de travail .

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE.

**MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
DIRECTION REGIONALE DE DOUANES
ANNEXE 10
DE :.....**

ADMISSION TEMPORAIRE DE VEHICULES

FICHE DE RENSEIGNEMENTS.

- Raison sociale :.....
- Adresse en Algérie :.....
- Adresse à l'étranger :.....
.....
- Référence du contrat :.....
- C/contractant :.....
- Durée des travaux de la prestation :.....
- Lieu d'exécution :.....
- Effectifs de l'entreprise (personnel étranger) :
- Nombre approximatif de véhicules à importer :

A....., le.....

(Nom, prénom, signature et cachet).